

Brexit : pourquoi Londres et Paris doivent se rapprocher

EDOUARD TETREAU ([HTTP://WWW.LESECHOS.FR/JOURNALISTES/INDEX.PHP?ID=21810](http://www.lesechos.fr/journalistes/index.php?id=21810)) / Associé-gérant de Mediafin | Le
06/09 à 18:14



Brexit : pourquoi Londres et Paris doivent se rapprocher

Le Brexit est une bonne occasion pour la France et la Grande-Bretagne de bâtir un lien privilégié. Nos intérêts stratégiques communs doivent nous y conduire, à condition que Londres clarifie ses positions sur Hinkley Point ou Calais.

On avait mal pour elle. Lors du sommet du G20 à Hangzhou, en Chine, la nouvelle Première ministre de la Grande-Bretagne, Theresa May, a subi une série d'humiliations, de rappels à l'ordre et de mises en garde, soulignant à quel point le Brexit a endommagé le rang de la Grande-Bretagne parmi les nations qui comptent dans le monde. Mme May fut d'abord reléguée à la périphérie et au second rang de la photo officielle. Désireuse d'ouvrir des négociations commerciales bilatérales avec à peu près tout le monde, elle se fit sèchement remettre à sa place. D'abord par Barack Obama, lui rappelant la position américaine :

après le Brexit, la Grande-Bretagne serait « at the back of the queue » pour toute ouverture de discussion commerciale. Ensuite par Jean-Claude Juncker et son rappel au règlement : aucun membre de l'Union ne peut négocier pour lui-même des accords de libre-échange.

Pendant le sommet, les mises en garde sur les risques de déclassement et de paupérisation du Royaume-Uni se sont accumulées. La Corée d'abord ; puis le Japon, qui, dans une note de 15 pages, expliqua les raisons pour lesquelles les investisseurs et entreprises japonaises pourraient réduire de moitié leurs capitaux et leur présence en Grande-Bretagne, si la Grande-Bretagne ne sécurise pas son accès au marché unique. Le « chairman » de la Lloyd's a emboîté le pas, menaçant de délocaliser des opérations en Europe si Mme May continue d'entretenir le flou sur la relation de la Grande-Bretagne avec l'Union.

Essentiellement du fait de l'atonie des **marchés financiers**

http://www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition_marche-de-capitaux.html#xtor=SEC-3168) cet été, chloroformés par les politiques anesthésiantes des banques centrales, la Grande-Bretagne a pu croire, depuis le vote du Brexit le 23 juin 2016, que rien n'avait au fond changé. C'est le « business as usual » insulaire, pendant que ses voisins immédiats, en particulier la France, étaient aux prises avec des attentats à répétition et le triplement du nombre de migrants dans la « jungle » de Calais en six mois.

A Hangzhou, Theresa May a pris la mesure du déclassement de son pays parmi les puissances mondiales, et de son isolement en Europe. C'est justement le moment que doivent saisir la France et la Grande-Bretagne pour nouer une « special relationship » mutuellement bénéfique. Notre histoire, notre géographie, nos démographies croisées (300.000 Français résidant au Royaume-Uni, 200.000 Britanniques résidant en France), nos intérêts stratégiques actuels et futurs, en particulier face à la menace du terrorisme islamiste, commandent ce rapprochement.

Comment, concrètement, construire ce lien spécial ? Par exemple, entre autres idées, en travaillant à une plateforme commune de marché entre Paris et Londres, qui garantirait ainsi aux établissements de la City présents à Paris leur passeport financier pour opérer dans l'Union. Le maire de Londres, Sadiq Khan, la maire de Paris, Anne Hidalgo, et Valérie Pécresse pour la région Ile-de-France peuvent en être les sponsors. Avant d'élargir la plateforme aux entreprises de l'économie numérique, notamment.

Mais, pour arriver à ce rapprochement franco-britannique, la Grande-Bretagne va devoir montrer des gages de sa bonne foi sur trois dossiers actuels où son comportement est aussi inacceptable que suicidaire et porteur de graves tensions futures si des solutions ne sont pas trouvées. Il y a d'abord le reniement des engagements du gouvernement britannique sur Hinkley Point, le seul projet énergétique capable de sécuriser sur le long terme l'approvisionnement de la Grande-Bretagne en électricité. La volte-face sans préavis

de Theresa May est un coup de poignard dans le dos de la relation franco-britannique, mais aussi de la relation sino-britannique - le constructeur chinois CGN étant partie prenante au projet. Cette faute exige une réparation immédiate, certainement pas une discussion de boutique.

Il y a ensuite la « jungle » de Calais, ce problème d'origine britannique - le refus d'accueillir des migrants cherchant à vivre en Grande-Bretagne - devenu un drame humanitaire et social français, à cause des accords du Touquet de 2003, rapidement signés par le ministre de l'Intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy. Les Britanniques, s'ils veulent regagner la confiance de leur voisin et partenaire français, doivent prendre une partie de la charge sur leurs épaules. Le démantèlement à venir du campement de Calais leur fournit l'occasion de faire ce geste - ou de s'aliéner notre soutien pour longtemps.

Il y a enfin, et peut-être surtout, la réactivation des accords de défense de Lancaster House. Isolées, nos armées ne pèsent, hélas, plus grand-chose dans les défis du monde, au-delà des opérations de police internationale en cours.

Et nos industries de défense pourraient se livrer à une concurrence sans merci, au seul profit des acheteurs. Qu'il s'agisse d'opérations de consolidation d'entreprises de défense, de la relance du projet de drone de combat européen - autour du nEUROn de Dassault Systèmes et du Taranis de BAE - ou d'initiatives qui pourraient être prises, par exemple, dans les domaines du renseignement et de la lutte contre l'islam radical, les dynamiques de rapprochement franco-britannique ne manquent pas. La France et la Grande-Bretagne, pour elles-mêmes et pour l'Europe, ont un intérêt évident à se rapprocher, au moment où les forces d'isolationnisme et de repli sur soi triomphent des deux côtés de la Manche, et particulièrement en Allemagne. La balle est dans le camp de Theresa May, pour enclencher ce « New Deal », avec Hinkley Point, Calais et les projets de défense communs.

(javascript:void(0);)